



Edito : Les fonctionnaires, héros du quotidien

Nos fonctionnaires sont formidables !

Fonctionnaires : nous sommes fiers de servir l'intérêt général

Fonction publique : "Monsieur Macron, osez les vraies réformes !"

[Page 02](#)

[Page 04](#)

[Page 08](#)

[Page 13](#)

Avec l'aimable autorisation de la rédaction de Marianne en date du 23/02/2018, pour mise en ligne sur le site UFETAM-CFDT

Site de Marianne : <https://www.marianne.net/>

Comment peut-on être fonctionnaire ? Ils sont trop nombreux, trop coûteux, incompétents, tire-au-flanc, inutiles et, pis encore, pas rentables... A observer le déluge de griefs infligés depuis tant d'années à cette catégorie de la population, on en vient à s'interroger benoîtement, tel Montesquieu découvrant les us et coutumes des Perses : mais comment diable peut-on encore être fonctionnaire ? Comment peut-on continuer à exercer des missions de service public quand on est, depuis si longtemps, l'objet de tant d'acrimonie ? La dénonciation des fonctionnaires, jugés budgétivores et inefficaces, est une ritournelle quasi contemporaine de la naissance de l'Etat moderne.

Elle a repris force et vigueur dans l'Hexagone depuis un peu plus de trente ans, précisément depuis 1986, année où la droite française s'est laissé enivrer par le grand vent libéral anglo-saxon inspiré des expériences reaganienne et thatchérienne. Depuis trois décennies, cette vulgate néolibérale s'est transformée en rouleau compresseur, une pensée unique qui s'impose à tous, à droite comme à gauche. Elle a gangrené les sociaux-démocrates qui, au pouvoir, ont fini par céder aux mots et arguments de l'adversaire. Le statut de la fonction publique est devenu une insupportable protection garantissant « l'emploi à vie » à l'heure du chômage de masse, l'âge de départ à la retraite de certains régimes spéciaux, un intolérable privilège au regard de l'allongement de l'espérance de vie, et le mode de calcul des pensions, une anomalie incompréhensible. Bref, le progrès est devenu « acquis » social voire, pis encore, « avantage », qu'il convient d'éradiquer au nom d'une certaine idée de la justice. Etrange conception de la justice d'ailleurs qui consiste à aligner par le bas les standards sociaux, en introduisant la précarité du privé dans le secteur public, et par le haut les standards fiscaux, en réduisant l'imposition des privilégiés pour mieux coller à nos concurrents anglo-saxons.

**CHAQUE SEMAINE, LA PLUPART DE NOS CONFRÈRES
FUSTIGENT LES « ASSISTÉS » DU SECTEUR PUBLIC**

Mais il en va du credo antifonctionnaire comme du dogme de l'Immaculée Conception : cela peut sembler un peu étrange, mais ça ne se discute pas. C'est comme ça parce que... c'est comme ça !

Et le chœur médiatique décline sans faiblir tous ces clichés et idées reçues. Chaque semaine, la plupart de nos confrères fustigent les « assistés » du secteur public et dépeignent les fonctionnaires comme des oisifs qui grèvent nos sacro-saints comptes publics. Ils sont perçus par les élites qui nous gouvernent, et par celles qui chantent leurs louanges, comme des poids

morts qui entravent la marche radieuse des « *premiers de cordée* » vers le « *nouveau monde* » de la « *start-up nation* ». Ceux qui contestent la logique purement comptable qui ne vise qu'à réduire les effectifs sont relégués avec dédain au rang de gardiens de dinosaure ou d'embaumeurs de « *mammoth* ».

Quiconque ose encore défendre les fonctionnaires est caricaturé en « archéo » poussiéreux, apôtre du statu quo, au nom d'une autre fumisterie, elle aussi largement partagée, l'idée fautive selon laquelle l'Etat « *n'est pas réformable* ». Depuis 1945, il n'est pourtant pas de secteur de la société qui se soit davantage réformé que la fonction publique. Il n'est pas de catégorie socioprofessionnelle qui ait connu davantage de textes de loi modifiant ses conditions de travail, statut, retraite, mode de calcul des rémunérations ou déroulement des carrières que la fonction publique, surtout à mesure que l'on descend vers le bas de l'échelle. Car, tandis que le sommet, énarques et grands corps, se protège et s'arc-boute, le bas, lui, trinque et subit. Alors, oui, *Marianne*, seul contre tous, ou presque, ne craint pas de clamer son admiration pour ces fonctionnaires qui sont aujourd'hui les sacrifiés de la République. Il ne s'agit pas de cultiver une nostalgie dépassée ou de prôner un immobilisme stérile, mais de conforter ces enseignants, policiers, pompiers, personnels de santé et autres professionnels du public qui sont nos héros du quotidien.

On prête à François Mitterrand, qui avait une certaine idée de lui-même, une implacable prophétie : « *Je suis le dernier des grands présidents. Après moi, il n'y aura plus que des financiers et des comptables...* » Est-ce parce qu'Emmanuel Macron est « *en même temps* » l'un et l'autre qu'il est entré à l'Élysée ? Le chef de l'Etat a eu la sagesse de confesser cette semaine qu'il n'oubliait pas que son élection était le « *fruit d'une forme de brutalité de l'histoire* ». Pour le prouver, il y a urgence à délaissier, un temps, les « *premiers de cordée* » qu'il choisit depuis son élection pour se préoccuper davantage du sort des premiers de corvée de la fonction publique dont le dévouement fait tenir l'Etat, et le pays.



Renaud DELY
Directeur de la
rédaction

Page suivante : [Nos fonctionnaires sont formidables !](#)

[Retour au sommaire](#)

Sempiternels boucs émissaires, les agents publics sont dans la mire du gouvernement Macron, qui veut leur appliquer les recettes du secteur privé. Une impasse que dénonce le chercheur Luc Rouban, « **Marianne** » est allé à la rencontre de celles et ceux qui œuvrent à l'intérêt général et dont le travail constitue un véritable « trésor public »



Dessin de Pinel pour Marianne

A chaque élection, les fonctionnaires sont sur la sellette et les candidats, croyant surfer sur l'air du temps libéral, promettent de bâtir les plans sociaux les plus fous. Nicolas Sarkozy s'était engagé à supprimer des centaines de milliers de postes grâce à la révision générale des politiques publiques (RGPP) et le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux ; Hollande n'avait interrompu le processus que pour l'Education nationale et François Fillon voulait se débarrasser de 500 000 emplois publics si d'aventure il arrivait à l'Élysée...

Plus « modeste », le candidat Emmanuel Macron n'envisageait, lui, que « *120 000 suppressions de postes* » avec la promesse de déverrouiller les corporatismes. Les fonctionnaires avaient alors rêvé qu'il mette fin à ce décalage infernal entre des politiques imposées pour des raisons budgétaires et la misère qu'ils partagent au quotidien avec les usagers. Las, le 1er février, avant

même que les contributions sur le forum numérique « Action publique » ne soient débriefées, Edouard Philippe, Premier ministre, et Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics, ont annoncé un plan de départs volontaires et l'élargissement du recours aux contractuels (17 % des emplois publics aujourd'hui). Recevant les syndicats le 12, Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, leur a confirmé quatre thèmes de discussion : la rémunération au mérite (déjà mise en place par Sarkozy et réformée sous Hollande), la contractualisation de l'emploi public, le dialogue social et la formation des agents.

Place aux calembres des inspecteurs des finances et aux propagandistes. La plus médiatique d'entre eux, Agnès Verdier-Molinié, lobbyiste de l'Ifrap (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, un think tank très libéral) court les plateaux et se répand dans les colonnes du *Figaro* pour fustiger le poids des fonctionnaires. « *Le fait qu'on n'applique pas les 35 heures dans les administrations publiques, c'est l'équivalent de 50 000 postes payés par les Français collectivement et où le travail n'est pas effectué* », martèle-t-elle. L'Ifrap comme les hiérarques de Bercy utilisent une boîte à outils idéologique bien connue : celle de la NGP, nouvelle gouvernance publique, dont les Britanniques ont essuyé les plâtres dès les années 80, de Thatcher à Blair, avant qu'elle ne soit promue par la Banque mondiale et l'Union européenne. C'est « *la revanche des élites des écoles de commerce sur les universitaires des facultés de droit, des consultants sur l'expertise interne des administrations* », relève Luc Rouban (lire l'interview : [Fonction publique : "Monsieur Macron, osez les vraies réformes !"](#)). Ainsi en octobre 2017, Edouard Philippe trouvait naturel de confier la réflexion sur l'avenir des administrations (Cap 2022) au trio composé du directeur de Sciences-Po Paris, Frédéric Mion, du président du conseil d'administration du groupe industriel Safran, Ross McInnes, et de Véronique Bédague-Hamilius, ancienne directrice de cabinet de Manuel Valls à Matignon, désormais secrétaire générale du groupe immobilier Nexity.

Mais les biais idéologiques mènent souvent à la confusion. Début février, Gérard Darmanin et Edouard Philippe révélaient leur intention de mettre en place deux dispositifs : un plan de départs volontaires pour les fonctionnaires et la rémunération au mérite. Une partie des médias ont présenté l'affaire comme quasi révolutionnaire... avant de s'apercevoir que les deux mécanismes existaient déjà et avaient donné des résultats... quasi nuls ! En fait, l'emploi ne représente que 23 % des dépenses publiques. Le faire maigrir est peut-être nécessaire, mais cela ne rapportera pas grand-chose en matière de réduction des déficits et de la dette. C'est sans doute ce que ressent confusément l'opinion publique puisqu'un récent sondage Odoxa indique que 73 % des Français jugent que la France dépense trop pour les services rendus, mais qu'une étude d'OpinionWay précise que 52 % sont hostiles à la réduction du nombre d'emplois dans cette sphère...

Le bon sens est sans doute du côté de Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière : « *Cinquante mille suppressions de postes dans la fonction publique d'Etat, c'est impossible, les services sont à l'os ! On prend le dossier par le mauvais bout. Il faut d'abord définir les missions de service public !* » Sept organisations, dont la CGT, FO, la FSU, Solidaires, appellent à la mobilisation le 22 mars. La CFDT de Laurent Berger et UNSA de Luc Bérille se préparent aussi « *à un rapport de force* ».

ATTACHÉS À DES VALEURS

Plutôt que vouloir à toute force faire entrer les agents du service public dans le moule du marché et de la compétition, le macronisme serait avisé de considérer le formidable atout que représentent les valeurs auxquelles ils sont encore attachés. Selon une étude européenne réalisée en 2014 : l'égalité d'abord (85 points), la solidarité (63,8 points) ensuite, et, bien loin derrière, la richesse avec 4 petits points et la réussite personnelle avec 9,5 points. Ce qui permet de trouver des aides-soignantes dévouées payées 1 700 € net par mois. Lorsque les infirmières manifestent, elles dénoncent d'abord la saturation des urgences, plus qu'elles ne réclament le paiement de la centaine d'heures supplémentaires travaillées chaque année pour faire tourner leurs services. Elles veulent que le gouvernement comprenne qu'un ratio administratif de 15 patients par infirmière dans les services de cancérologie les empêche de soulager l'angoisse des patients.

Débordés, les agents de l'Ofpra et des services qui instruisent les demandes des réfugiés sont-ils, eux, obnubilés par les primes au mérite ? Écœurés plutôt de classer des dossiers sans pouvoir prendre le temps d'écouter des migrants. La tenue d'audiences surchargées a d'ailleurs décidé les agents attentifs de la cour nationale du droit d'asile - juridiction administrative qui statue sur leurs recours - a lancé le 13 février un mouvement de grève.

Les fonctionnaires veulent s'acquitter le mieux possible de leur travail... par volonté et devoir de rendre le meilleur service au public. « *Ce facteur ne doit pas être négligé dans le cadre d'une politique de la motivation* », insiste la chercheuse belge Annie Hondeghem. Technicien des services vétérinaires de Montauban, syndiqué FO, Philippe Clavelin a confié à *la Dépêche du Midi* sa peur de voir disparaître ce « *service républicain* ». « *La direction départementale du territoire fonctionne avec une armée de vacataires qui sont payés une misère pour un travail pour lequel ils ne sont pas formés, se désespère-t-il. Ce qui entraîne des retards, notamment dans la gestion de la PAC. Or, les agriculteurs ont besoin d'argent pour vivre.* » Un témoignage qui ne plaide guère pour un recours accru aux contractuels !

« [L'autre trésor public](#) », selon le titre bien trouvé d'une publication de la CFDT (L'Atelier, 2018) : servir les usagers, qu'ils soient millionnaires ou SDF. « *Précaire dans une TPE ou cadre d'une multinationale* », insiste Annie Lemée, inspectrice du travail ; « *tous les citoyens* », renchérit Christophe Thuot, sapeur-pompier.

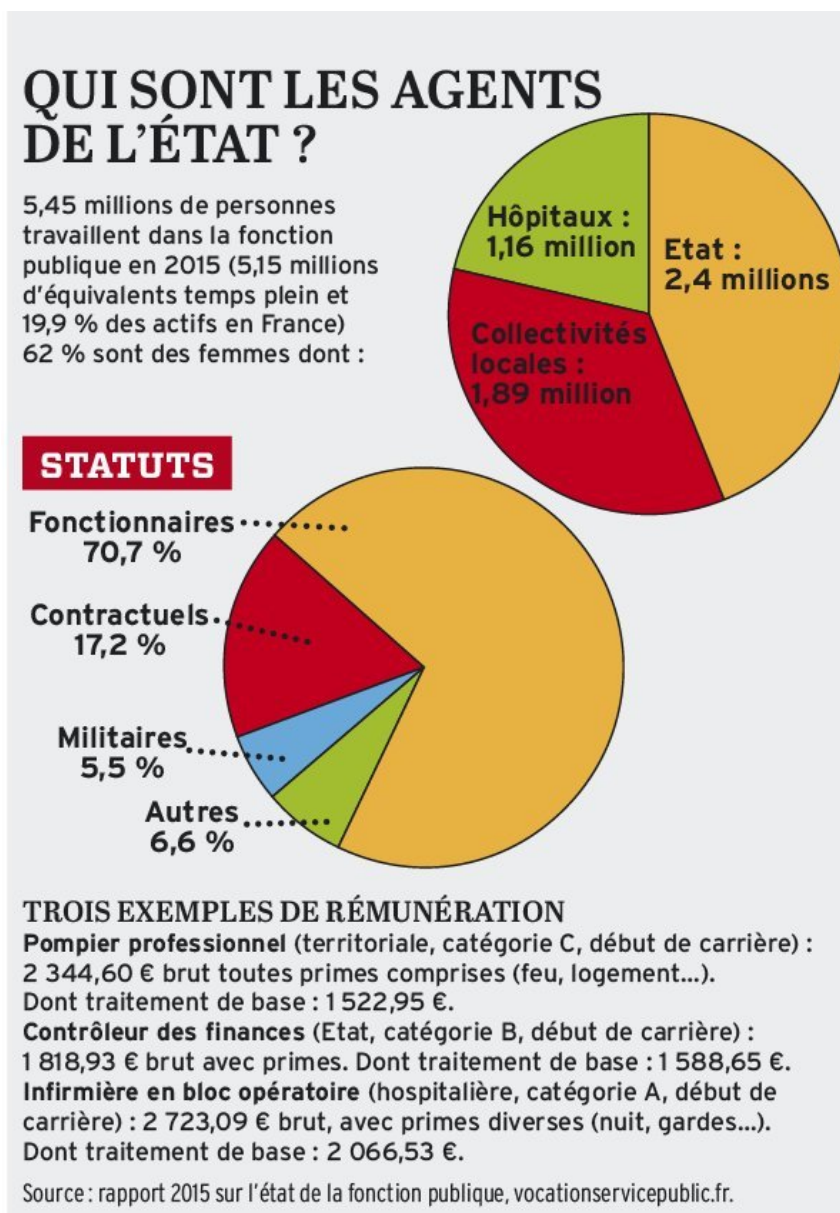
Les études de la Dares, entre 2005 et 2013, le démontrent : les jobs des fonctionnaires se sont plus intensifiés que ceux du privé. Les tâches de 26 % des agents de l'Etat et de 40 % des hospitaliers sont réglées par au moins trois contraintes (technique, hiérarchique, dépendance aux collègues). Un bon quart d'entre eux subissent des agressions verbales. Or, bien que leurs salaires aient été freinés pendant dix ans par le blocage du point d'indice, ils ne jettent pas l'éponge !

Travailler pour l'intérêt général aide les chercheurs publics à avaler leur honte lorsqu'ils reçoivent, dans des locaux universitaires qui s'améliorent lentement, des collègues anglo-saxons deux fois mieux payés, gratifiés de moyens d'investigation supérieurs. « *Dans le Rhône, la Manche, nos directions prévoient déjà des restrictions de carburant. Comment assurerons-nous*

la sécurité des Français sans patrouiller ? » s'indignait à l'automne, dans *Marianne*, Yves Lefebvre, secrétaire général d'Unité SGP Police FO.

Attardons-nous sur cette fonction publique territoriale (FPT), à qui le gouvernement promet 70 000 suppressions de postes. Si les effectifs et les rémunérations de la FPT, pour les trois quarts des agents de catégorie C, ont explosé, ce n'est pas la faute de ces derniers ! Mais celle d'une décentralisation qui a permis à l'Etat de se décharger des tâches d'exécution sur le local, sans maîtriser cette révolution dans la durée. Résultat : les dépenses de personnels des communes ont continué à augmenter, comme celles des intercommunalités qui reprenaient nombre de leurs compétences. Se séparer aujourd'hui de ces agents qui verdissent les villes, luttent contre les pollutions, font tourner les cantines, serait non seulement injuste mais périlleux.

« Que M. Macron s'installe dans la Seine-Saint-Denis, il réalisera à quel point le dévouement des agents publics est vital pour les communes pauvres », nous confie Hervé, logisticien à Nanterre.



Par Lucas Bretonnier, Laurence Dequay, Hervé Nathan et Bertrand Rothé

MARIANNE | 15-02-18 |

Marianne est allé à la rencontre de celles et ceux qui œuvrent à l'intérêt général et dont le travail constitue un véritable "trésor public".



AFP

Les fonctionnaires sont souvent malcompris, même par ceux qui devraient pourtant bien les connaître. Pour s'en rendre compte, il suffit d'aller sur le site du ministère de la Fonction publique pour s'apercevoir que « l'administration des administrations » publie, dans son imposant bilan annuel (570 pages), des chiffres vieux de deux années. Que s'est-il passé entre 2015 et 2018 ? Combien en plus ou en moins ? Quels salaires ? Quelles conditions de travail ? Il faudra attendre 2019 pour le savoir... Et, de toute façon, à quoi bon aller chercher des chiffres et des faits lorsqu'il est si facile de brocarder les agents publics : trop payés et trop chouchoutés, bénéficiant de trop de congés ou trop tôt à la retraite...

Le fonctionnaire est depuis longtemps « l'outil » utilisé par les gouvernements successifs pour se défaire d'une part de leurs responsabilités sur l'état du pays... Plutôt que ces clichés éculés, a voulu décrire la réalité de notre fonction publique. Nous avons, pour cela, réuni une quinzaine de serviteurs publics de toutes conditions, et nous leur avons demandé pourquoi ils sont devenus fonctionnaires, quelles satisfactions ils en tirent et ce qui les freine dans leurs

missions. Certains ont souhaité rester anonymes. Les lecteurs avertis remarqueront l'absence de hauts fonctionnaires, que nous avons sollicités, mais qui se sont réfugiés derrière le « devoir de réserve ». Dommage.

1. ON NE NAÎT PAS FONCTIONNAIRE

Nombre de salariés de l'Etat ne sont pas passés directement de l'école à la fonction publique par la voie royale des concours. Marina Texier, 47 ans, aide-soignante au centre hospitalier de Saint-Nazaire, aurait pu être l'antifonctionnaire type. *« Aînée d'une famille de quatre enfants où seul mon père travaillait, j'ai fait un IUT à Saint-Nazaire, c'était beaucoup moins cher. Je me suis vite retrouvée commerciale dans une agence immobilière, puis gérante. A cette époque, il m'arrivait de hurler contre l'administration et j'ai sûrement tenu des propos très agressifs contre les fonctionnaires. Célibataire et patronne, j'avais l'impression que la double peine n'avait pas été abolie, j'étais taxée deux fois, une fois au nom de l'entreprise et une fois comme contribuable »*, raconte-t-elle. Un cas extrême ? Pas du tout ! nous dit Emmanuelle, 47 ans, infirmière aux urgences à Carcassonne : *« A 15 ans, je voulais devenir mécanicienne auto, mais il n'y avait pas de place, alors je suis devenue comptable. Treize ans à faire des papiers, à équilibrer des bilans, à sortir des résultats. Ça ne me déplaisait pas, mais ce qui m'intéressait vraiment, c'était mon activité de pompier volontaire. Là j'ai été monitrice secouriste, formatrice des jeunes sapeurs-pompiers... Et puis, un jour, une amie a eu un cancer. Je me suis occupée d'elle. C'est comme cela qu'est née la vocation. »*

Pas question de vocation pour Robert, 60 ans, agent de maîtrise principal dans une municipalité de la banlieue parisienne, qui a bourlingué, avant de rentrer dans la territoriale par la petite porte : *« Un jour, j'ai livré un colis dans une mairie. J'ai demandé s'il y avait du travail. On m'a fait remplir un formulaire, et quelques jours plus tard j'étais embauché comme chauffeur. En fait, on faisait tout, conduire les balayeuses et même creuser des trous au cimetière. J'ai failli partir, mais je suis resté contractuel pendant douze ans, avant de passer le concours [pour devenir agent de maîtrise] . »*

Heureusement, l'Etat suscite toujours des vocations précoces, comme celle de Christophe Prudhomme, 57 ans, médecin urgentiste : *« J'aurais pu ouvrir un cabinet. J'aurais créé ma petite entreprise et j'aurais eu des relations marchandes avec les patients. Un client tous les quarts d'heure, les yeux rivés sur le chiffre d'affaires... Mais ce n'était pas ma vocation. J'ai refusé cette voie et je ne regrette rien. Aujourd'hui, mon métier d'urgentiste ne peut s'exercer que dans le cadre du service public. »*

Barbara, 21 ans, étudiante à Sciences-Po Paris, qui prépare le concours du Quai d'Orsay, est dans la même veine : *« Plusieurs membres de ma famille travaillent dans un service public, qui s'est imposé à moi comme une référence. Représenter la France à l'étranger et porter ses valeurs donne ainsi une forme à mon envie de servir... "Etre au service de l'Etat" est empreint des valeurs de désintéret et d'humilité, mais également d'excellence. »* On souhaite à Barbara que son intégration future lui apporte l'émotion qu'a connue Fabrice Asson, 42 ans, policier municipal de Paimpol, en Bretagne : *« J'ai appelé ma mère pour lui dire que j'avais été reçu au*

concours. Je me souviens très bien de ce moment. Ma mère était fière, fière de mon nouveau statut et fière de l'uniforme que j'allais porter. Je suis né à la Réunion et, dans notre île, servir l'Etat est une tâche noble. Le service public remplit ma vie, et je suis fier d'enfiler mon uniforme le matin. »

2. LA "FONCTIONNAIRE PRIDE"...

En octobre 2017, un sondage Odoxa pour *la Voix du Nord* révélait l'incroyable popularité des fonctionnaires : 63 % des Français interrogés disaient avoir une bonne image des agents du secteur public et des services qu'ils leur rendent, démentant les commentaires malveillants que les fonctionnaires ont fini par intégrer comme une vérité puisqu'ils pensent à 65 % être mal aimés de leurs concitoyens. La fierté du service public, nos témoins la racontent avec des étoiles dans les yeux, comme Emmanuelle, à Carcassonne : *« J'ai commencé par travailler pour un Ehpad dans le service Alzheimer. C'est très dur, mais très enrichissant humainement. On a vraiment l'impression de travailler pour l'intérêt général. »* Marina, à Saint-Nazaire, a elle aussi veillé sur les anciens : *« Je me suis ensuite mariée et j'ai élevé mes enfants. Mais le démon du service public était encore là, il m'a repris et j'ai passé le concours d'aide-soignante. Les missions dont j'ai été la plus fière, je les ai faites dans un Ehpad, en accompagnant des personnes en fin de vie, mais aussi leurs familles. Les familles, c'est important, vous savez, on n'oublie trop souvent leur souffrance. »*

Fierté encore de Béatrice, 46 ans, enseignante de collège en REP +, dans l'académie de Créteil : *« Les anciens élèves que vous croisez dix ans après sont heureux de vous rencontrer, ça se voit dans leur sourire. Vous leur avez appris à lire et ils s'en souviennent. Certains vous récitent un poème. Mais ce qui nous est spécifique et qui fait notre valeur, c'est que nous devons prendre tous les élèves. Tous sans exception, dans un environnement où la rue est en compétition avec l'école. »*

Prendre les enfants par la main, c'est aussi ce à quoi s'attelle Eric de Saint-Léger, 47 ans, ancien élève de l'ENS, directeur de l'IUT de Cergy-Pontoise : *« Dans ma nouvelle fonction de direction, j'ai l'impression d'être un hussard moderne de la République, de rester fidèle aux valeurs des IUT créés il y a un peu plus de cinquante ans et de perpétuer mon idéal de jeune normalien. Travailler en IUT, c'est travailler dans une "fabrique de la classe moyenne française", c'est ce qui donne tout son sens à mon métier. Je permets à de très nombreux enfants de familles déshéritées de connaître un autre destin, de se réaliser. »*

Claire Marin, sa voisine, enseigne la philosophie en classes préparatoires au lycée Kastler, à Cergy-Pontoise. Auteur de *la Relève, portraits d'une jeunesse de banlieue* (Cerf), elle ne dit pas autre chose : *« Au début de ma carrière, j'étais habitée. Mes élèves étaient dans mes rêves. Je me préoccupais de leur santé. J'ai pris un peu de distance, tout en restant très sensible à leurs progrès. Je me rappelle cette élève rebelle qui avait triché, à qui j'avais mis zéro. Elle m'avait pris à partie en classe, avant de glisser dans mon casier un mot dans lequel elle disait : "On fait des choses stupides quand on a peur de ne pas savoir. " Aujourd'hui, elle mène une belle carrière. Elle m'a écrit récemment pour me remercier de lui avoir donné une seconde chance...»*

Fabrice Asson, notre policier paimpolais, a lui aussi connu ce bonheur : « *Une fois, j'ai sauvé une jeune femme qui tentait de mettre fin à ses jours. Une fois seulement, mais c'est important. Pour le reste, notre quotidien est plus trivial. On doit rassurer les gens. Il y a ceux qui ne peuvent plus recevoir d'invités chez eux parce que leur quartier a mauvaise réputation. Il y a ceux qui hésitent à quitter leur appartement, car ils ont peur des groupes de jeunes qui tiennent les murs du hall. Mon métier, notre métier, c'est d'éviter cela, c'est de redonner de la liberté aux gens, leur garantir la sécurité. Le sourire des administrés mesure la réussite de notre mission. Quand je traverse un quartier, c'est comme cela que je m'aperçois de l'efficacité de notre travail... »*

Emmanuelle, aux urgences de Carcassonne, raconte : « *Tout passe par ici, les petits comme les gros bobos. Une urgence psychiatrique, on est là ; les flics nous déposent la personne et on fait face. Une bagarre conjugale, idem. Un accident de la route, on pousse les brancards et on accueille les blessés. Evidemment, tout n'est pas rose. On peut se faire menacer, on peut se faire insulter. Les filles de l'accueil sont très exposées. C'est parfois très tendu. Mais il y a une petite carte qui nous est envoyée. On l'a accrochée dans notre local. C'est un agriculteur qui est venu pour se faire recoudre le visage. Une partie de sa joue avait été emportée par sa remorque. Je me souviens bien quand on lui a mis les points de suture, il s'est excusé de faire la grimace, excusé d'avoir peur de l'aiguille, excusé de nous déranger. Ces types de comportement ne sont pas rares... C'est un métier qui demande beaucoup, mais c'est passionnant... »*

3. ... ALORS QUE TOUT SE DÉGRADE !

Nos fonctionnaires ne sont pas pour autant les ravis de la crèche publique. Le métier est souvent exigeant, voire éprouvant. Il faut souvent du cran, comme l'explique Annie Lemée, inspectrice du travail à Rennes, habituée à être accueillie fraîchement dans les entreprises. « *Beaucoup de gens n'ont pas conscience des obligations qui encadrent mon travail : confidentialité, neutralité, impartialité et égalité de traitement entre, par exemple, un élu d'une multinationale et le salarié CDD d'une TPE* », insiste-t-elle. Avant de poursuivre : « *Si je suis là pour faire appliquer la loi dans le domaine de la santé, faire respecter le code du travail, je ressens aussi la détresse des gens que mes décisions peuvent placer dans une situation dramatique.* »

Alain Rei, directeur de l'école élémentaire Paul-Eluard à Roque-fort-la-Bédoule (Bouches-du-Rhône), quadra à l'accent chantant, accepte volontiers de « *travailler 45 heures par semaine en période de classe, car ainsi je désamorce des situations avant qu'elles ne deviennent conflictuelles. J'aime aussi animer une équipe* ». Mais il s'émeut du manque de considération de son ministère, comme du discours politique ambiant qui n'envisage la fonction publique que comme un coût, et déplore « *ce mépris alors que l'on a le soutien du public, c'est consternant* ».

Nathalie, la psychologue, constate la dérive : « *Les effectifs sont de plus en plus réduits ; départs à la retraite non remplacés depuis des années, ainsi que les congés maternité. Les*

budgets pour le matériel fondent à vue d'œil, la diversité des possibilités de soins également. Le personnel est de plus en plus épuisé et a l'impression de faire un mauvais travail. La reprise au mois de septembre est chaque année plus difficile et douloureuse pour chacun... On en vient à rêver de quitter l' hôpital public ! »

La pénurie de moyens les désole, les projets de réforme les alarment. Robert, dans sa banlieue, ne supporte plus le clientélisme politique qui commande le sort des territoriaux dans les mairies : « *Cela fait dix ans que j'attends de passer technicien, et je sais que je partirai à la retraite avant. J'en connais d'autres dans la même situation. En revanche, j'ai vu la progression régulière d'un ancien chauffeur de Georges Marchais... Les maires, qu'ils soient de gauche ou de droite, se servent de la même boîte à outils. Si tu n'es pas dans leurs petits papiers... »* La multiplication annoncée des contractuels ne ferait qu'accentuer le clientélisme, car « *le statut de contractuel permet à un bon ami d'obtenir un salaire de responsable sans passer par le concours. Son seul risque, c'est le changement aux élections »...*

Christophe Thuot, 41 ans, sapeur-pompier, a sursauté lorsqu'il a entendu le candidat Emmanuel Macron envisager une privatisation de son corps de métier : « *Dans un pays qui n'a jamais pensé la sécurité de ses citoyens sur un mode assurantiel, selon lequel l'assuré paye pour une intervention, je pense qu'elle n'est ni réalisable ni souhaitable. »*

Annie, Alain, Christophe, Claire, Nathalie, Fabrice, Christophe, Barbara, Emmanuelle, Béatrice, Marina, Eric, Robert... ont prêté leur voix à leurs collègues. Seront-ils entendus ?

Propos recueillis par Lucas Bretonnier, Laurence Dequay, Hervé Nathan et Bertrand Rothé

Page suivante : [Fonction publique : "Monsieur Macron, osez les vraies réformes !"](#)

[Retour au sommaire](#)

FONCTION PUBLIQUE : "MONSIEUR MACRON, OSEZ LES VRAIES RÉFORMES !"

Par Laurence Dequay

MARIANNE | 16-02-18 |

Pour Luc Rouban, spécialiste reconnu de la fonction publique, le gouvernement ne doit pas s'attaquer au nombre ou au statut des personnels mais au corporatisme.



Emmanuel Macron a nommé l'ex-député PS Olivier Dussot (à g.) secrétaire d'État chargé de la fonction publique. - Sylvain Thomas / AFP

Marianne : Comment jugez-vous la façon dont s'est engagé le débat sur le coût de nos administrations ?

Luc Rouban : Le débat quantitatif autour des fonctionnaires - ils coûtent cher au budget - structure notre histoire politique depuis... 1890 ! Déjà sous la IIIe République, des polémistes dénonçaient les dangers du « *fonctionnarisme budgétivore* ». Or, en France, la question du service public - point d'appui de la construction républicaine - ne saurait se résumer à un débat sur des prestations éventuellement privatisables. A la différence d'autres pays, il porte une philosophie politique qui veut intervenir de façon rationnelle sur la société, afin de la rendre plus égalitaire. Cette pensée est très liée au positivisme, à l'évolution des sciences sociales autour de Durkheim, au solidarisme de Léon Bourgeois. Si l'on rapporte la proportion d'agents publics à la population active, la France, avec 88 fonctionnaires pour 1 000 habitants, se situe au-dessous du niveau (140) de la Suède. En outre, les effectifs des trois fonctions publiques, d'Etat, territoriale et hospitalière, divergent. Depuis quinze ans, la fonction publique d'Etat a réduit ses emplois de 12 points quand les effectifs de la territoriale augmentaient de 33 points, à la suite de transferts de compétences.

Seulement 13% des fonctionnaires pensent encore que les politiques sont menées au nom de l'intérêt général. La rupture est proche ?

Les fonctionnaires exercent des métiers divers, mais ce débat empoisonne leur vie : les agressions d'agents par les usagers augmentent, comme les risques psychosociaux. Policiers, surveillants, médecins, infirmières, souffrent du décalage entre les réalités du terrain et les ratios financiers qui leur sont imposés. Privés de points de repère, managés bureaucratiquement, ils estiment que leurs missions perdent de leur sens. Moins confiants dans leurs syndicats, ils reportent leur contestation sur le terrain politique : à la présidentielle, 28 % des agents de catégorie C (employés) ont voté pour Marine Le Pen (FN) au premier tour et 45 % au second tour.

Quel projet imaginer pour les remotiver ?

Il faut réformer qualitativement la gestion des ressources humaines. Sur un plan juridique, la fonction publique d'Etat est organisée autour de 300 corps. Or, il est très difficile de faire travailler ensemble ces personnels. Les règles corporatives fragmentent les carrières et créent des plafonds de verre.

Il faut en finir avec la hiérarchie sociale qui distingue les grands corps (Inspection générale des finances, Conseil d'Etat, Cour des comptes) des autres. C'est tout l'enjeu de la réforme du classement de sortie de l'ENA, enterrée par François Fillon en 2008, par François Hollande en 2016, promise en 2017 par le candidat Macron... puis enterrée à nouveau en 2018.

Comment se fait-il que le classement des 80 élèves qui sortent chaque année de l'ENA, 6 500 anciens élèves au total, pèse à ce point sur le quotidien de 5,4 millions de fonctionnaires ?

C'est une question de modèle social, d'habitus : les grands corps hérités de la monarchie - le Conseil d'Etat est l'ancien Conseil du roi - restent le modèle à suivre pour toute l'administration. Attachons-nous au profil d'Emmanuel Macron. Enarque, inspecteur général des finances : dès ses 25 ans, ce point d'origine lui assurait d'atteindre les sommets d'une carrière publique. Aux antipodes du management moderne, selon lequel les parcours professionnels progressent au fil de l'expérience, des projets portés...

En haut de l'Etat s'épanouit une élite intellectuelle, polyvalente, qui se ménage des opportunités de carrière dans le privé. Les corps inférieurs, dotés de moins de pouvoir social, gèrent, eux, des tâches techniques... et les agents. Si vous êtes mal classé à quelques points près à la sortie de l'ENA, c'est a priori irrattrapable. Je reçois des cadres de 40 ans déjà très démotivés par des carrières de moindre niveau !

Comment cette fracture d'en haut travaille-t-elle tout le pays ?

D'abord, elle alimente une politisation, une courtisanerie malsaine au sommet de l'Etat. Pour pallier un mauvais classement, des fonctionnaires investissent les cabinets ministériels. Ils passent alors dix ou quinze ans coupés de la vie des services. Cet éloignement du terrain favorise l'élaboration de politiques publiques hors sol qui déstabilisent les agents d'exécution. Ensuite, ce corporatisme encourage la chasse aux emplois fonctionnels plus ou moins politisés

dans lesquels les primes sont importantes. Ce qui alimente l'inflation des hauts salaires publics qui choque la base. Surtout, ce corporatisme freine toute diversification sociale, en avantageant les candidats issus de familles qui maîtrisent les codes du pouvoir...

Edouard Philippe avance d'autres pistes de réformes : plus de contractuels, un plan de départs volontaires...

Il s'agit, une fois encore, d'une réforme par la périphérie, avec des outils largement inopérants. Le recours aux contractuels, 17 % en moyenne, progresse... depuis vingt ans ! Les fonctionnaires ne s'investissent pas plus parce qu'ils touchent une prime au mérite plus élevée. Cette modulation crée même des tensions dans les services où le travail administratif est complexe et collectif. Car, plus que dans le privé, vous dépendez des autres et vous êtes confronté à des changements brutaux d'orientation politique.

"LES AGENTS PUBLICS SONT MOTIVÉS LORSQUE L'ÉTAT LEUR FIXE DES MISSIONS CLAIRES, QU'ILS JUGENT UTILES SOCIALEMENT."

Les agents publics sont motivés lorsque l'Etat leur fixe des missions claires, qu'ils jugent utiles socialement. Redonner de la fluidité à leurs carrières - notamment à celles des agents de catégorie C peu diplômés et désormais concurrencés par des titulaires de master - aurait plus d'impact. Il faut valider davantage les acquis d'expérience. Le gouvernement veut aussi redonner des marges de manœuvre à ses gestionnaires. C'est utile. Comme en Suède, on pourrait aller vers des établissements publics, des agences plus autonomes.

La Suède a privatisé 90 % de ses emplois publics. Un modèle à suivre pour la France ?

Non. Dans les pays scandinaves, être engagé sur contrat privé ne précarise pas. Vous êtes formé, on ne vous laisse pas tomber. En France, le seul secteur public qui accompagne le départ de ses contractuels, c'est la défense nationale. Une privatisation des emplois serait donc vécue comme une précarisation par les fonctionnaires. Elle signerait aussi le retour de l'arbitraire. Leur statut a été créé pour empêcher les notables de demander des renvois aux préfets, notamment d'instituteurs... Et une privatisation des emplois pourrait coûter très cher. Précaire pour précaire, l'Etat devra s'aligner sur les salaires du privé !

Les effectifs de la fonction territoriale ont fortement gonflé. Faut-il recentraliser leur gestion ?

La décentralisation engagée depuis 1982 a déresponsabilisé les territoires et l'Etat (lire l'article « [Nos fonctionnaires sont formidables](#) »). A priori, une recentralisation ne serait pas idiote. Dans la réalité, les Français, les plus âgés surtout, ont un tel besoin de contact humain, de pédagogie, qu'il serait plus judicieux d'autonomiser fiscalement les territoires, afin qu'ils gèrent leurs effectifs.

... / ...

Le macronisme joue-t-il son avenir sur la réforme de la fonction publique ?

C'est un test décisif. Emmanuel Macron a séduit en promettant de « *déverrouiller* » et « *en écoutant le terrain* ». Donc de mieux récompenser les mérites en fonction des accomplissements, plus que des appartenances de corps. Las, après François Hollande et Nicolas Sarkozy, il entérine le classement de sortie de l'ENA. Des fonctionnaires se disent qu'il cale devant l'Inspection des finances, très implantée dans les grandes entreprises, et devant un Conseil d'Etat dont il a besoin pour valider ses lois. Techniquement, on pourrait très bien supprimer ces corps en gardant ces institutions. In fine, le risque, c'est que l'immense majorité des fonctionnaires continue de penser que « *tout tombe d'en haut* », comme à la cour de Louis XIV ou dans les savoureux écrits de Saint-Simon...

Propos recueillis par Laurence Dequay

[Retour au sommaire](#)

Site de Marianne : <https://www.marianne.net/>